



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

December 25, 2025

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Conseil Electoral Provisoire est entré dans son quatrième jour consécutif de silence sur la publication de la liste des candidats initialement prévue pour le 22 décembre rendant le début de la période de campagne du 26 décembre formellement impossible et effondrant l'ensemble du calendrier électoral du 30 août 2026. La Police Nationale a annoncé des mesures de sécurité renforcées le 23 décembre contribuant à une pause opérationnelle le jour de Noël sans incident signalé en fin d'après-midi bien que cela fasse suite à l'attaque de l'Hôpital Général du 24 décembre qui a tué plusieurs journalistes et un agent. La police a rendu hommage aux enfants d'agents tombés au combat la veille de Noël tandis que les évêques haïtiens ont lancé des appels à l'espoir en période de crise et que les restrictions de voyage américaines ont forcé l'annulation d'événements d'ONG réduisant la présence humanitaire internationale.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La liste des candidats du CEP accuse maintenant 96 heures de retard sans aucune explication officielle jusqu'au jour de Noël rendant le début de la campagne du 26 décembre impossible demain.

La pause opérationnelle du jour de Noël de la Police Nationale représente un soulagement temporaire et non un succès stratégique suite à l'attaque de l'hôpital du 24 décembre.

44 jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2027 sans mécanisme d'extension constitutionnelle.

Les restrictions de voyage américaines effectives le 1er janvier 2026 forcent les retraits d'ONG et l'annulation d'événements humanitaires.

Le calendrier électoral du 30 août 2026 est officiellement mort nécessitant l'annonce immédiate d'un calendrier révisé ou l'admission de l'échec du processus.

DÉVELOPPEMENT 1

Le Silence Electoral de 96 Heures et le Compte à Rebours Constitutionnel

Le Conseil Electoral Provisoire a maintenu un silence complet pendant 96 heures consécutives du 22 décembre jusqu'au jour de Noël le 25 décembre sans publier la liste finale des candidats ni émettre de déclaration explicative. Ce retard rend le début de la période de campagne prévu pour demain le 26 décembre formellement impossible même si la liste était publiée immédiatement car les candidats nécessitent des semaines de préparation incluant l'organisation de rassemblements la coordination logistique les arrangements de sécurité et les achats médiatiques. L'ensemble du calendrier électoral du 30 août 2026 s'est maintenant effondré au-delà de toute récupération même avec une intervention d'urgence.

La déclaration du Chargé d'Affaires américain le 23 décembre exhortant le gouvernement à faire de 2026 une année électorale plutôt que de référencer spécifiquement la date du 30 août confirme que les acteurs internationaux ont accepté que le calendrier doive être révisé. Cependant aucun mécanisme n'existe pour réviser le calendrier électoral sans aborder la crise constitutionnelle créée par l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février 2027 dans seulement 44 jours. Le CPT ne possède aucune autorité légale pour prolonger son propre mandat pourtant sans liste de candidats publiée et processus électoral viable aucun successeur légitime ne peut prendre fonction à la date limite constitutionnelle.

Le silence gouvernemental s'étend au-delà du CEP sans déclarations du CPT ou du Premier ministre Fils Aimé et sans intervention de l'Organisation des États Américains des Nations Unies ou de la CARICOM. La fête de Noël retarde probablement toute réponse officielle jusqu'au 26 ou 27 décembre mais le paradoxe constitutionnel fondamental demeure non résolu. Haïti fait face à un scénario où le gouvernement de transition expire sans que des élections aient eu lieu et sans aucun cadre juridique pour ce qui suit.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a connu des retards électoraux répétés tout au long de ses périodes de transition mais le silence actuel de 96 heures avec une échéance constitutionnelle dans seulement 44 jours représente une convergence sans précédent d'effondrement électoral et de crise de gouvernance sans aucun mécanisme juridique établi pour la

résolution.

POINTS DE DISCUSSION

Le début de la période de campagne du 26 décembre est maintenant formellement impossible rendant le calendrier électoral du 30 août 2026 officiellement mort.

Aucun mécanisme juridique n'existe pour prolonger le mandat du CPT au-delà du 7 février 2027 créant un risque de vide constitutionnel.

96 heures consécutives de silence du CEP sans explication représentent un effondrement institutionnel complet sur l'administration électorale.

L'acceptation par la communauté internationale de la révision du calendrier confirmée par le changement de langage diplomatique américain d'une date spécifique à une année générale.

Le gouvernement doit annoncer un calendrier électoral révisé immédiatement ou reconnaître publiquement l'échec du processus.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La CARICOM et l'OEA doivent convoquer des sessions d'urgence durant la semaine du 30 décembre au 3 janvier pour négocier un cadre de transition extra constitutionnel.

Le CPT devrait émettre une déclaration publique d'ici le 27 décembre reconnaissant l'effondrement du calendrier électoral et décrivant les paramètres du calendrier révisé.

La communauté internationale devrait établir une mission d'assistance technique électorale pour soutenir la capacité et la restauration de la crédibilité du CEP.

Les organisations de la société civile devraient exiger la transparence sur les causes du retard électoral et la justification de la révision du calendrier.

Les parties prenantes de la diaspora devraient faire pression sur les partenaires internationaux pour des mécanismes de responsabilisation concrets sur les engagements électoraux.



CONFIANCE

**Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.**

DÉVELOPPEMENT 2

Pause Opérationnelle de Noël et Théâtre de Sécurité

La Police Nationale a annoncé des mesures de sécurité renforcées le 23 décembre pour les festivités de fin d'année déployant une mobilisation complète du personnel sur l'ensemble du territoire national avec une présence accrue dans les zones sensibles et des opérations axées sur la prévention s'étendant du 24 décembre au 1er janvier. Le jour de Noël le 25 décembre n'a vu aucun nouvel incident de sécurité signalé en fin d'après-midi suggérant une efficacité partielle du déploiement renforcé. Cependant cette pause opérationnelle doit être comprise dans le contexte de l'attaque de l'Hôpital Général du 24 décembre qui a tué plusieurs journalistes et un agent de police démontrant que la mobilisation complète n'empêche pas les incidents à nombreuses victimes en territoire contrôlé par les gangs.

La pause du jour de Noël reflète probablement plusieurs facteurs incluant l'effet des fêtes réduisant les opérations des gangs lors d'une observance religieuse l'impact dissuasif du déploiement policier visible et une pause opérationnelle potentielle des gangs suite à l'attaque très médiatisée de l'hôpital. Le schéma montre zéro incident les 21 et 22 décembre suivi d'une attaque maritime des Gardes-Côtes le 23 décembre l'assaut dévastateur de l'hôpital le 24 décembre puis la pause de Noël. Cela suggère que les gangs maintiennent l'initiative opérationnelle choisissant quand frapper plutôt que d'être stratégiquement contraints par la présence policière.

La Police Nationale conserve la capacité tactique de sécuriser des zones spécifiques lors d'opérations ciblées mais manque de la force et du contrôle territorial nécessaires pour maintenir les gains de sécurité. Avec les gangs contrôlant environ 80 pour cent de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et la police ayant perdu plus de 30 agents en 2025 seulement la situation sécuritaire demeure fondamentalement inchangée malgré les pauses opérationnelles périodiques. Les mesures de Noël représentent une gestion de crise et non un succès stratégique.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a connu de brèves pauses de sécurité lors de grandes fêtes et observances religieuses tout au long de la crise actuelle des gangs mais ces pauses se sont constamment révélées temporaires avec la violence reprenant dans les 24 à 48 heures alors que les dynamiques opérationnelles reviennent aux schémas de base.

POINTS DE DISCUSSION

Le décompte zéro incident du jour de Noël représente une pause temporaire et non une amélioration stratégique de la sécurité.

L'attaque de l'hôpital du 24 décembre tuant des journalistes et la police s'est produite malgré l'annonce de mobilisation complète.

Les gangs maintiennent l'initiative opérationnelle choisissant le moment et les cibles plutôt que d'être stratégiquement contraints.

La force de police continue d'hémorragier du personnel avec 30 agents tués en 2025 dans un contexte de contrôle territorial des gangs à 80 pour cent.

Les mesures renforcées pour les fêtes constituent une gestion de crise réactive et non une stratégie proactive de récupération territoriale.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les analystes de sécurité devraient surveiller les 26 et 27 décembre pour la reprise de la violence alors que la pause opérationnelle se termine probablement.

La communauté internationale devrait faire pression pour un calendrier concret de déploiement de la Force de Suppression des Gangs plutôt qu'un retard continu.

Le gouvernement doit publier des statistiques transparentes sur les victimes tant pour la police que pour les populations civiles pour permettre une évaluation précise de la menace.

Les organisations médiatiques devraient mettre en œuvre des protocoles de sécurité renforcés compte tenu des meurtres de journalistes du 24 décembre lors de l'attaque de l'hôpital.

Les organisations humanitaires devraient profiter de la pause opérationnelle pour accélérer la livraison d'assistance avant la reprise attendue de la violence.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

Bilan Humain et l'Écart de Message Institutionnel

La Police Nationale a organisé un événement spécial la veille de Noël le 24 décembre en l'honneur des enfants d'agents de police tués au combat avec des activités incluant des jeux des danses un repas festif et une distribution de cadeaux en présence du Haut Commandement de la PNH. Le Commandant par intérim Vladimir Paraison a prononcé des remarques reconnaissant la perte profonde que ces enfants ont subie déclarant que la police voulait partager de la chaleur humaine avec ceux dont les pères ne franchiront plus jamais le seuil le 25 décembre. Cet événement souligne le coût humain insoutenable de la stratégie de sécurité actuelle avec plus de 30 agents tués en 2025 laissant des centaines d'enfants sans pères au milieu de la violence continue des gangs.

Les évêques haïtiens ont émis un message de Noël le 8 décembre soulignant que la naissance du Christ peut être une source d'espoir et appelant à la paix et au changement au milieu d'une violence sans précédent des gangs d'une crise humanitaire et d'une incertitude politique. L'Église demeure l'une des rares voix institutionnelles appelant constamment à la paix tout en possédant l'autorité morale pour convoquer un dialogue entre factions politiques polarisées. Cependant l'écart entre le message institutionnel appelant à l'espoir et à la paix et la réalité sur le terrain montrant la violence continue l'effondrement électoral et la crise de gouvernance révèle la déconnexion entre les déclarations ambitieuses et la capacité opérationnelle à produire le changement.

Cet écart de message institutionnel s'étend à l'engagement humanitaire international

avec les restrictions de voyage américaines s'étendant le 1er janvier 2026 forçant des organisations comme For Haiti with Love à annuler leur fête annuelle de Noël pour les enfants en raison de l'incertitude des opérations de vol. L'annulation représente le schéma plus large de retraits d'ONG et de présence internationale réduite précisément quand Haïti a besoin d'un engagement humanitaire maximum. Les groupes religieux incluant les missions catholiques et protestantes continuent de s'efforcer de célébrer Noël et de fournir des services aux populations déplacées mais opèrent sous de sévères contraintes avec des ressources décroissantes et une insécurité croissante.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'Église catholique haïtienne a historiquement joué un rôle de médiation lors des crises politiques incluant le départ de Jean-Claude Duvalier en 1986 mais le contrôle territorial actuel des gangs et l'effondrement de la gouvernance limitent la capacité institutionnelle à convoquer un dialogue efficace ou à livrer des améliorations concrètes de la sécurité.

POINTS DE DISCUSSION

Plus de 30 agents de police tués en 2025 laissant des centaines d'enfants sans pères au milieu d'une stratégie de sécurité insoutenable.

Le message de Noël des évêques appelant à l'espoir et à la paix souligne la déconnexion entre le message ambitieux et la réalité opérationnelle.

Les restrictions de voyage américaines effectives le 1er janvier 2026 forcent l'annulation d'événements d'ONG et réduisent la présence humanitaire.

Le gouvernement maintient le silence sur l'effondrement électoral la crise constitutionnelle et la stratégie de sécurité malgré les appels institutionnels au changement.

Les institutions religieuses fournissent un leadership moral mais manquent de capacité opérationnelle pour livrer la sécurité territoriale ou la stabilité de gouvernance.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux devraient établir un fonds de soutien ciblé pour les familles du personnel de sécurité tombé pour aborder le bilan humain.

Les institutions religieuses devraient convoquer un dialogue interconfessionnel sur les priorités humanitaires et les stratégies de protection communautaire.

Les ONG devraient coordonner une campagne de plaidoyer contre l'expansion des restrictions de voyage américaines compte tenu des implications d'accès humanitaire.

Le gouvernement devrait émettre une déclaration complète abordant les préoccupations institutionnelles soulevées par les évêques et la société civile.

Les organisations de la diaspora devraient augmenter l'assistance directe aux groupes religieux maintenant une présence sur le terrain au milieu du retrait international.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur des rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le CEP émettra-t-il une déclaration le 26 décembre reconnaissant le retard de la liste des candidats ou le silence institutionnel continuera-t-il durant le week-end. Le début de période de campagne manqué devient formellement reconnu demain créant une pression pour une réponse gouvernementale. Surveiller la reprise de la violence les 26 et 27 décembre alors que la pause opérationnelle de Noël se termine probablement et que les opérations des gangs reprennent aux schémas de base.

CETTE SEMAINE

Le gouvernement annoncera-t-il un calendrier électoral révisé entre le 27 et le 31 décembre ou la Nouvelle Année arrivera-t-elle sans clarté sur les élections de 2026.

Surveiller tout mouvement de la CARICOM ou de l'OEA vers des sessions d'urgence durant la période du 30 décembre au 3 janvier pour aborder la crise constitutionnelle du 7 février. Surveiller les annonces d'ONG et d'organisations humanitaires concernant les ajustements de programmes avant la mise en œuvre des restrictions de voyage américaines le 1er janvier.

HORIZON STRATÉGIQUE

La date limite constitutionnelle du 7 février 2027 approche avec 44 jours restants et aucun plan de succession viable calendrier électoral ou mécanisme d'extension juridique. La convergence de l'effondrement électoral de la crise de gouvernance et de l'isolement humanitaire crée des conditions pour une intervention extra constitutionnelle potentielle ou un vide institutionnel prolongé. La communauté internationale fait face à un point de décision sur le soutien d'un calendrier électoral révisé la négociation d'une extension du cadre de transition ou la préparation aux scénarios d'effondrement de gouvernance.

SOURCES PRINCIPALES

Haiti 24 Annonce du Calendrier Electoral du CEP Novembre 2025
Site Web Officiel du Conseil Electoral Provisoire Décembre 2025
Haiti Libre Rapport du Calendrier Officiel du CEP Décembre 2025
Vant Bef Info Mesures de Sécurité de Noël de la PNH 23 Décembre 2025
Haiti Libre Événement PNH Enfants d'Agents Tombés au Combat 25 Décembre 2025
Foreign Policy Association Analyse de Sécurité de Noël en Haïti Décembre 2025
Vatican News Message de Noël des Évêques Haïtiens 8 Décembre 2025
Ambassade d'Haïti Washington Avis de Fermeture pour Fête Décembre 2025
Mission Network News Annulation de Fête de Noël en Haïti Décembre 2025
OSV News Espoir de Noël des Missionnaires en Haïti Décembre 2025
Le Nouvelliste Reportage Quotidien Haïti Décembre 2025
Ambassade des États-Unis Port-au-Prince Alertes de Sécurité Décembre 2025
ACLED Données sur les Conflits en Haïti Décembre 2025
Reuters Couverture Politique Haïti Décembre 2025
Nations Unies Rapports de Situation Haïti Décembre 2025